

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1563>



Christian Navarro : Impératif de redresser la barre

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2013-2014 - Conseil National du SNUipp-FSU novembre 2013 -



Date de mise en ligne : vendredi 22 novembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Ce conseil national est important. Sans doute le plus important pour notre organisation syndicale depuis très longtemps. Nous traversons aujourd'hui des heures difficiles, sans doute sans précédent, dans l'histoire du SNUipp-FSU et je pèse mes mots.

Nous n'avons pas été capables d'analyser et d'anticiper une situation. Nous n'avons pas été en situation de l'organiser et pour la première fois de notre existence, une partie des événements nous a échappé, laissant le champ libre à d'autres qui s'en sont largement emparés.

La séquence des grèves du 13 et surtout du 14 novembre a marqué le rapport de force face au ministre, et cela c'est fait en partie sans nous. La grève du 14 appelée par 25 sections départementales environ et une intersyndicale d'organisations minoritaires a été suivie par plus de 30% de la profession, c'est-à-dire près de 100 000 collègues. Du jamais vu..

Cette mobilisation importante a eu lieu malgré l'absence de réelle construction de la grève, on sait qu'on a eu une multiplication d'appels tardifs. Elle témoigne donc, d'autant plus, d'un niveau très important d'exaspération et de colère de notre profession devant l'absence de tout changement, de toute amélioration des conditions de travail, devant la continuité des pressions hiérarchiques, des pratiques managériales des IEN et devant le passage en force et l'autisme du ministre imposant sa réforme des rythmes.

Nous n'avons pas été capables de voir comment le contexte politique, économique et social, comment le rejet du gouvernement à un niveau rarement atteint, pesaient sur l'état d'esprit de notre profession aussi. Avec une « gauche » au pouvoir qui reprend les mêmes recettes face à la crise que la droite précédemment, et avec les mêmes résultats : la crise cogne toujours plus fort sur les salariés et les chômeurs, avec son cortège de désarroi, d'inquiétudes et de grande souffrance sociale.

Nous n'avons pas été capables d'apprécier cette situation et en conséquence nous y avons répondu de la plus mauvaise façon : de manière désunie et dispersée.

C'est ce premier bilan qu'il nous faut faire lucidement aujourd'hui en ayant conscience de deux choses : en tant que syndicat majoritaire, il y a un risque aujourd'hui, dans la distance qui peut se créer entre une partie des personnels et notre organisation ; et donc avec les conséquences possibles par rapport à tout ce qu'on a réussi à tisser depuis des années avec la profession en termes de représentativité et de syndicalisation.

Ce sont toutes ces questions qui traversent aujourd'hui nombre de sections départementales.

Dire cela c'est dire toute l'importance de nos débats et de nos décisions aujourd'hui et demain pour reprendre la main et repartir de l'avant.

Reprendre la main et repartir de l'avant à la fois en termes de cadre de mobilisation national à construire, de plate-forme et de recherche de l'unité.

Le cadre c'est l'appel à la grève début décembre le plus large possible autour de notre plate-forme. Rechercher l'unité est essentiel pour les personnels, essentiel aussi pour ne pas se laisser installer et se renforcer dans la durée une intersyndicale « concurrente » autour de FO.

Il nous faut être lisible sur ce que l'on veut obtenir aujourd'hui pour les enseignants des écoles. On veut des améliorations des conditions de travail. Cela passe par un budget à la hauteur des besoins (effectifs, rased, formation continue, etc). Cela passe par une diminution du temps de travail déconnecté du temps élèves avec une première mesure : les 108 heures à la disposition des équipes de manière forfaitaire ce qui signifie la suppression des APC. On veut que cessent les pressions administratives continues, les pratiques managériales de la hiérarchie qui se sont terriblement renforcées pendant le quinquennat Sarkozy et qui ont profondément détériorées

nos conditions de travail et la professionnalité de notre métier.

On veut enfin la suspension de la réforme des rythmes et l'ouverture immédiate de discussions pour une autre réforme. Et sur cette question, il nous faut prendre en compte un nouvel élément : l'entrée des personnels territoriaux et d'animation dans la bagarre. Là aussi on a du retard ! il faut que l'on en discute sans attendre avec les syndicats nationaux de la FSU concernés pour engager la bataille tous ensemble.